

Luxembourg, le 26 mars 2015



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

P472 1D 1109



Luxembourg

Personne en charge du dossier:
Roland Gaasch
☎ 247 - 82953

SCL: PET – 472 / 385

Objet : *Pétition n° 472 - Pour l'inscription de la laïcité du service public dans la Constitution et de la reformulation de la question prévue par la proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution (6738) sur le financement public des cultes.*

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande afférente de la Commission des Pétitions du 23 février 2015, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État sur la pétition n° 472 relative à l'inscription de la laïcité du service public dans la Constitution et de la reformulation de la question prévue par la proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution (6738) sur le financement public des cultes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations
avec le Parlement

Fernand Etgen



Réf. : 30.32.15

Prise de position du Premier Ministre, Ministre d'État à l'égard de la pétition N°472 pour l'inscription de la laïcité du service public dans la Constitution et la reformulation de la question prévue par la *proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution (6738)* sur le financement public des cultes.

Par sa lettre du 25 février 2015, Monsieur le Président de la Chambre des Députés invite le Premier Ministre, Ministre d'État, à lui faire tenir sa prise de position à l'égard de la pétition N°472 aux fins de transmission à la Commission des Pétitions.

Dans cette pétition, le signataire sollicite d'une part 1) l'inscription de la laïcité du service public dans la Constitution et d'autre part 2) la reformulation de la question prévue par la proposition de loi portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution (Doc. par. 6738) sur le financement public des cultes.

En ce qui concerne l'inscription du terme « laïcité » dans le texte de notre Loi fondamentale, il y a lieu de relever que ledit sujet a fait l'objet d'une discussion au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle lors de sa réunion du 7 janvier 2015.

Au vu des réticences exprimées par une partie des députés membres de la commission parlementaire, la proposition n'a finalement pas été retenue, faute de majorité.

Quant à la proposition consistant à reformuler la quatrième question en relation avec le financement public des cultes, telle qu'elle figurait dans la proposition de loi 6738, il convient de noter que suite à un accord survenu en janvier 2015 sur la nouvelle définition des relations entre les communautés religieuses et l'État et sur les termes d'une modification de la Constitution sur le point du financement des cultes, cette question est devenue caduque.

Ce faisant, elle n'a pas été reprise dans la loi du 27 février 2015 portant organisation d'un référendum national sur différentes questions en relation avec l'élaboration d'une nouvelle Constitution.